

## LE TEMPS DE L'INSOUMISSION TOTALE

- 16 mars 2017
- Par [Le Monde libertaire](#)
- Blog : [Le Monde libertaire](#)

Pendant une décennie, de 1971 à 1981, le mouvement d'insoumission totale, largement oublié aujourd'hui et qui a été fortement dissimulé pendant son existence même, a tenté de manifester une autre vision de la pratique révolutionnaire et de l'antimilitarisme. Dans les suites de 1968, la critique de l'armée et le refus du service militaire ont gagné du terrain.

De nombreux réfractaires ont tenté de dessiner les contours d'un mouvement différent. Dans ces années marquées par l'importance du gauchisme organisationnel, c'est un réel mouvement qui a vu le jour. Un mouvement qui a touché des milliers de jeunes. En 1981, la sécurité militaire déclarait que plus de 30 000 appelés avaient refusé de rejoindre leur caserne depuis 1974 ; en Mars 1976, un rapport de la sécurité militaire dénombrait 18 000 insoumis sur les 3 dernières années, le même rapport signalait que, en moyenne, 5 000 insoumis passaient tous les ans devant les tribunaux militaires ; les chiffres les plus précis sont donnés par le *Canard enchaîné* en 1981 (pour l'année 1980) : 4 856 cas de désertion, 2 904 cas d'insoumission, 492 insoumis en prison. Pourtant, malgré l'importance du nombre de réfractaires au service militaire, ce mouvement représentait un angle mort de la critique sociale des années 70. Il était nécessairement en porte-à-faux avec les tendances d'extrême-gauche de l'époque ; les trotskystes et les maoïstes, (englués qu'ils étaient dans leur rêve de guerre révolutionnaire, dans leurs schémas plaqués sur la Révolution russe), prônaient l'utilisation du service militaire comme apprentissage du maniement des armes. De manière plus surprenante, le mouvement d'insoumission subissait, parfois, l'hostilité des tendances dominantes du mouvement libertaire de l'époque, les uns parce qu'ils se voulaient soutiens exclusifs des objecteurs de conscience, les autres parce qu'ils reprenaient à leur compte les positions des Trotskystes.

Un mouvement massif donc, mais en apparence seulement, en rejetant la plupart des tendances politiques de l'époque, il ne pouvait exister qu'en se constituant comme force autonome, ne comptant que sur elle-même. L'organisation de l'insoumission totale allait donc reposer sur quelques-uns se présentant comme les portes voix de l'ensemble. C'est en 1971 à Lyon -, qui a longtemps fait figure de capitale de l'insoumission -, que naît le GIT (groupe insoumission totale). Ses animateurs lui donne immédiatement une posture radicale et activiste. D'emblée, le groupe se démarque de la tradition antimilitariste et pacifiste et, surtout, du mouvement des objecteurs de conscience. Il se place dans la perspective d'une guerre de classe. Il ne se considère pas comme l'appendice d'autres mouvements mais, au contraire, comme le point de départ d'un mouvement à construire. Le terme « total » montre que l'on se présente comme un groupe antimilitariste bien sûr, mais que l'on ne s'y cantonne pas. Dès sa formation, le GIT publie un texte à mi-chemin du manifeste et de la lettre d'insoumission par laquelle on annonce son refus de rejoindre l'armée ; ce texte, « lettre de quelques gouvernés à leurs gouverneurs » définit l'insoumission totale comme un dépassement de l'antimilitarisme: « *la servir [l'armée] serait pour nous, perpétuer un ordre des choses que nous réprouvons* », il se présente également comme un mouvement éloigné du pacifisme : « *Ce n'est pas tellement le fusil que nous refusons, mais plutôt ceux qui veulent nous le faire porter* » ; de plus, la lettre se démarque violemment de l'objection de conscience : « *Nous refusons d'entrer dans le jeu de l'objection de conscience, totalement récupéré par vos soins et qui n'est plus qu'un compromis obscur pour calmer les réfractaires de l'uniforme* ». Enfin, dernier point du texte mais lourd de conséquence pour la suite du mouvement, le manifeste fait le choix de l'illégalisme : « *A la place de la légalité nous avons choisi l'illégalité* ». Dès le départ, le GIT multiplie les actions, que ce soit pour se faire connaître ou en soutien à un insoumis emprisonné ; on pourrait dire que l'insoumission totale prend de la hauteur puisque tout ce qui constitue un promontoire à Lyon est occupé, on y déploie une banderole et des manifestants se

groupent tout autour. Échafaudages, statues, plateformes sont ainsi occupées jusqu'à ce que la police déloge ceux qui y sont installés. Ces actions popularisent l'insoumission totale et l'on voit des GIT apparaître à Rennes, Grenoble, Montpellier, Paris, Rouen, Marseille, Brive, Roanne, Nantes, etc...

A Paris, l'action initiatrice du GIT est l'occupation du clocher de Ménilmontant par deux insoumis qui y déploient une banderole.

De plus, l'année 1973 connaît un important mouvement lycéen et étudiants contre la loi Debré à forte coloration antimilitariste qui contribue à populariser les différents GIT : « *Si tu veux t'en sortir, prépare l'insoumission* » est un de leurs slogans.

Une fois cette première étape d'affirmation passée, les GIT vont se lancer dans une course à la radicalité qui va provoquer un violent débat interne et un éclatement. Les GIT se dotent d'un journal, *Enragez-vous*, qui proclame dans son premier numéro : « *notre insoumission ne saurait être parcellaire et se borner à l'armée, notre insoumission est globale, totale* ».

Ce même numéro contient un long texte de critique du travail et d'éloge de la paresse qui conclut en proclamant, dans un pur style nihiliste : « *pillez ! incendiez ! détruisez ! anéantisiez ! Purifiez !* ».

Ce texte est suivi d'un autre défendant le vol et les attaques de banque. Ce débat interne remet en cause également les grèves de la faim que pratiquent certains insoumis au lendemain de leur arrestation ; refuser le service militaire ne doit pas signifier la destruction de son corps ; ce débat pose également la question de la clandestinité ; doit-on rester visible et prendre le risque de faire deux ans de prison à la place d'un an d'armée ? Doit-on accepter la clandestinité au risque de remettre le pouvoir du groupe dans les mains de quelques-uns ? Enfin, certains remettent en question la position de martyrs qu'adoptent certains insoumis et reprennent à leur compte la phrase des surréalistes : « *Martyr c'est pourrir un peu* ».

L'année 1973 est également celle de l'arrestation et du garrotage de Salvador Puig Antich en Espagne par le pouvoir franquiste ; les GIT comme pour prouver qu'ils ne sont pas enfermés dans l'antimilitarisme, vont se lancer dans une série d'actions de solidarité ; le train Catalan Talgo est bloqué, des vitrines d'agences de voyage, de banques espagnoles sont détruites. Et enfin, c'est dans ce contexte qu'un membre du GIT est arrêté pour détention d'explosifs ; le pacifisme est assurément dépassé...

Cette radicalisation amène la dissolution de fait du groupe ; une partie quitte Lyon et va tenter de recomposer le mouvement à partir de Paris.

Des insoumis parisiens, rejoints par certains lyonnais, s'appuyant sur la petite organisation « Coordination anarchiste » vont reconstituer un mouvement autour de plusieurs sigles : les GIA (Groupe d'Intervention Autonome), le GSI (Groupe de Solidarité et d'Information) et son journal *Avis de recherche*, et un peu plus tard le "GRIT" (Groupe Révolutionnaire d'Insoumission Totale). Ces différents groupes vont tenter de se recentrer sur l'insoumission et la solidarité aux personnes incarcérées sans pour autant rogner la spécificité de l'insoumission totale. Cette recomposition reconnaît l'importance de l'antimilitarisme et annonce sa « *volonté de reprendre l'offensive après une période de latence* ».

Après la première période pendant laquelle l'insoumission totale a manifesté son existence, mais aussi où un certain « jusqu'au-boutisme » l'a conduite dans une impasse, cette nouvelle époque, dont cette fois l'épicentre est Paris, est marquée à la fois par un retour à l'antimilitarisme, à la solidarité et par une volonté d'élargissement et de visibilité plus grande. Dans cette période, le GIA

notamment, prend contact avec les regroupements d'insoumis réfugiés à l'étranger et, principalement, avec le collectif « Soleil Noir » d'Amsterdam, composé de quelques dizaines d'insoumis assurant la propagande et la solidarité tout en assurant le lien avec les insoumis hollandais.

Pendant la même période, GIA et GSI prennent la décision de se lancer dans une pétition de soutien à l'insoumission totale ; une pétition qui poursuivait plusieurs points annexes. En effet, la répression que subissaient les insoumis totaux était à géométrie variable, le but principal de l'armée étant le silence autour de cette question. En conséquence, quand, dans les jours qui suivaient l'arrestation d'un réfractaire, un mot de solidarité signé par une quinzaine d'intellectuels de renom paraissait, la libération de la personne incarcérée était le plus souvent obtenue. Une pétition manifestant la solidarité avec l'insoumission permettait donc de constituer un vivier d'une cinquantaine de noms utilisable en cas d'arrestation.

De la même manière, ces contacts avec des milieux étrangers au monde des insoumis permettaient de constituer des réseaux d'avocats ou de médecins solidaires et de rencontrer des journalistes avec lesquels il devenait possible de faire valoir les idées propre au mouvement d'insoumission totale.

Cette pétition reprenait la forme de la célèbre déclaration des 121 sur le droit à la soumission pendant la guerre d'Algérie. Elle cherchait à briser le silence sur le mouvement d'insoumission tout en maintenant sa spécificité, notamment sur l'aspect globalisant du mouvement en déclarant, par exemple, « *pour les insoumis la lutte poursuivie soit clandestinement, soit par action directe, soit publiquement par propagande politique ne comporte aucune équivoque ; c'est un combat dépassant le simple cadre antimilitariste, c'est une lutte menée contre l'État (...) Il ne suffit pas de dire que l'armée est refusée en tant qu'armée de classe, armée impérialiste accompagnée de surcroît de sexisme, il y a de cela dans toute armée* ». La déclaration proclamait l'objection de conscience dépassée et demandait que l'on reconnaisse aux insoumis le droit à l'auto-organisation.

Cette déclaration sur le droit à l'insoumission en temps de paix demandait aux signataires de reprendre à leur compte trois injonctions : « *nous respectons et jugeons justifiés les actes d'insoumission totale et de désertion. Nous respectons et jugeons justifiée l'auto-organisation des divers groupes d'insoumission totale ainsi que les réseaux d'aide qui peuvent se créer autour d'eux. Nous défendons la cause des insoumis totaux qui contribue à abattre les fondations du vieux monde* ».

Cette pétition n'atteindra jamais le chiffre symbolique de 121 signatures et verra son compteur bloqué à 97. Les organisateurs ne s'attendaient pas à se voir exposer à une telle hostilité. Le ridicule de certains refus devait atteindre un niveau rare ; on peut citer, par exemple, Claude Nougaro déclarant sa flamme pour l'armée française ou Michel Foucault imitant sa bonne espagnole pour ne pas avoir à répondre. Inversement, quelques uns furent d'une étonnante chaleur, par exemple, Annie Le Brun prêtant son appartement pour y centraliser les informations ou Guy Hocqueghem signant par avance pour toute pétition future.

La dernière période sur laquelle l'insoumission totale va se briser s'ouvre sur l'élection de François Mitterrand, le chef de l'Union de la gauche avait promis l'amnistie pour les insoumis et les déserteurs et sa promesse sera tenue ; il avait juste omis de préciser que chaque insoumis amnistié recevrait en même temps une nouvelle convocation l'invitant à rejoindre une caserne. Aucun insoumis, aucun en tout cas, de ceux qui étaient membres des groupes constitués de l'insoumission totale ne répondra à l'invitation.

Par contre, dans le but d'obtenir une amnistie réelle, la majorité des insoumis en cavale vont choisir de sortir de la clandestinité.

Cette période voit également l'arrivée dans le mouvement de ce que l'on appelait les « insoumis invisibles », c'est à dire tous ceux qui étaient effectivement réfractaires mais qui ne se rattachaient à aucun groupe se réclamant de l'insoumission totale ; certains d'entre eux, la majorité probablement, venaient des organisations libertaires mais n'avaient jusque là pas voulu rejoindre un mouvement qu'ils considéraient comme spécifique ; quelques uns venaient du maoïsme, la gauche prolétarienne en effet, avait lancé un mot d'ordre d'insoumission trois mois avant son auto-dissolution ; puis, la dissolution venue abandonna les militants qui avaient obéi à sa directive. Enfin, un grand nombre d'insoumis ou déserteurs sans affiliation idéologique ou organisationnelle particulière choisirent ce moment pour se montrer au grand jour et rejoindre un groupe d'insoumission totale.

Le désarroi du pouvoir était manifeste, comme le titrait le journal *Libération* : « *le ministère ne sait plus quoi faire des insoumis* ». Le GRIT et le GSI choisirent de sortir de la clandestinité par la voie d'une conférence de presse où ils manifestaient leur position et réclamaient une amnistie réelle.

La nouveauté de la situation provoqua une recomposition du mouvement d'insoumission totale. Un nouveau groupe se constitua, le CIA (Comité insoumission amnistie) qui regroupait toutes les différentes sortes d'insoumis que cette situation nouvelle avait fait apparaître et se donnait effectivement pour but la sortie de l'insoumission par l'obtention d'une amnistie réelle. Le groupe multiplia les actions symboliques, les réunions, tracts, journaux, émissions de radio sur les premières radios libres. Mais une action particulière va contribuer à le faire connaître.

Quand le parti socialiste organisa, à Valence, le congrès de la victoire, le CIA se rendit sur place ; en fait, seuls deux de ses membres arrivèrent à pénétrer les lieux, et l'un d'entre eux jeta un fumigène au milieu du congrès. Une véritable panique s'empara de l'assemblée et le délégué aux affaires étrangères de l'URSS, Ponomarev, se vit plaquer au sol par ses gardes du corps qui dégainèrent leurs armes. Il nous faut, enfin, laisser le lecteur imaginer le congrès debout, poings levés entonnant l'Internationale.

À la suite de cette intervention, Louis Joinet, membre du cabinet de François Mitterrand chargé des questions judiciaires prit contact avec le CIA et proposa de régler le problème, mais seulement pour les insoumis et déserteurs connus du mouvement.

Tous n'ont pas accepté, certains ont maintenu le combat mais à partir de là l'insoumission totale a vu disparaître son audience politique.

Pendant dix ans, un certain nombre de jeunes se sont lancés dans un affrontement frontal avec l'État ; ils l'ont fait sans pratiquement aucune aide extérieure, ne puisant que sur leur propre force et leur capacité à l'auto-organisation. Mais leur combat comportait des tares originelles qui en bloquaient l'évolution. Les insoumis étaient par définition en butte à la répression et, d'une certaine manière, en dépendaient. Ils ne pouvaient être visibles et devaient se résoudre à une forme modeste de clandestinité. Enfin, l'insoumission totale ne pouvait que difficilement se doter d'une théorie propre. De fait, elle était un cri de rage qui pouvait difficilement se transformer en tendance politique.

Par Daniel Aïache